

Nouveaux Cahiers du socialisme

Nouveaux
Cahiers du
socialisme

Introduction au dossier Comment faire croître la décroissance ?

Yves-Marie Abraham, Andrea Levy et Louis Marion

Numéro 14, automne 2015

La décroissance, pour la suite du monde

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/79388ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Collectif d'analyse politique

ISSN

1918-4662 (imprimé)

1918-4670 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Abraham, Y.-M., Levy, A. & Marion, L. (2015). Introduction au dossier : comment faire croître la décroissance ? *Nouveaux Cahiers du socialisme*, (14), 25–31.

Tous droits réservés © Collectif d'analyse politique, 2015

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

é
rudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

Introduction au dossier **Comment faire croître la décroissance ?**

YVES-MARIE ABRAHAM, ANDREA LEVY ET LOUIS MARION

L'appel explicite à une « décroissance soutenable » a été lancé au début des années 2000, en Europe latine d'abord, contre l'idéologie du « développement durable » surtout, mais contre aussi le développement tout court. Le petit livre publié par Serge Latouche en 2004 sous le titre *Survivre au développement. De la décolonisation de l'imaginaire économique à la construction d'une société alternative*¹ a pratiquement fait office de manifeste.

Pour les « objecteurs et de croissance », le « développement durable » ou aujourd'hui la « croissance verte » ne permettront, dans le meilleur des cas, que de « polluer moins pour polluer plus longtemps ». Rappelant qu'une croissance économique infinie dans un monde fini n'est pas possible, ils ajoutent qu'elle n'est pas souhaitable. Cette croissance est pour eux en effet synonyme d'injustices entre humains et de soumission à une mégamachine technocapitaliste de plus en plus aliénante. Pour la plupart d'entre eux cependant, la décroissance n'est plus une option. Elle est leur (notre) horizon. La question est de savoir si cette décroissance sera subie, conséquence brutale et incontrôlable du dépassement des limites biophysiques de la planète, ou si elle sera choisie et assumée collectivement, dans le but d'éviter aux humains, en particulier aux plus démunis d'entre eux, les effets désastreux d'un tel dépassement. Militer en faveur de la « décroissance soutenable », c'est croire qu'il est encore possible de mettre en œuvre cette décroissance choisie.

Si ces idées ont connu dans le « Nord global », comme disent nos camarades anglophones, un certain succès depuis dix ans, il est important de constater qu'elles ne sont pas absolument nouvelles. Une bonne part d'entre elles ont été formulées en fait au cours des années 1960 et 1970, avant d'être éclipsées par la révolution conservatrice et le projet d'un « développement durable », qui

1 Édité chez Mille et une nuits à Paris.

semblent avoir assumé la fonction d'un contre-feu allumé par les pouvoirs en place.

Petite généalogie de la décroissance

Parmi les textes fondateurs de la décroissance, il faut évidemment mentionner le rapport sulfureux publié en 1972 par le Club de Rome (un *think tank* international regroupant diplomates, industriels, universitaires) sous le titre *Halte à la croissance* ! Sur la base d'une modélisation et d'une simulation informatique des interactions entre l'espèce humaine et son habitat terrestre, l'équipe dirigée par Dennis et Donella Meadows du Massachusetts Institute of Technology (MIT) affirmait que l'humanité était sur le point d'atteindre les limites de son exploitation des ressources naturelles. Seule solution pour éviter un effondrement au cours du XXI^e siècle : l'arrêt de la croissance économique et de la croissance démographique. Un tel discours, remettant en question les fondements de la civilisation industrielle, ne pouvait que susciter le scepticisme, aussi bien à gauche qu'à droite. L'idée qu'il pourrait y avoir des limites biophysiques à la croissance économique n'est guère plus présente en effet dans la tradition socialiste que dans la tradition libérale. Il existe cependant des exceptions, qui justement ont inspiré et inspirent encore aujourd'hui les partisans et les partisans de la décroissance.

Du côté libéral, auquel on peut associer d'ailleurs le travail de l'équipe Meadows, l'œuvre de John Stuart Mill constitue certainement une référence essentielle. Comme tous ceux que l'on appelle aujourd'hui les « économistes classiques », ce philosophe anglais considérait que la croissance économique ne pouvait durer. Mais à la différence de Malthus ou de Ricardo, Mill envisageait dans ses *Principes d'économie politique* la possibilité d'un état stationnaire dans lequel la croissance économique cèderait le pas au développement intellectuel et à l'art de vivre. Pour lui, un tel état était bien préférable au monde qu'il avait sous les yeux, un monde certes en croissance, mais déjà dévasté par l'assujettissement de la nature à l'industrie et aux besoins humains. Contre la destruction en cours, il faisait valoir entre autres la nécessité de reconnaître à la nature une valeur intrinsèque et non pas seulement instrumentale, une idée que l'on retrouve bien souvent exprimée aujourd'hui dans la constellation décroissanciste.

Plus fondamentalement, cet état stationnaire que Mill appelait de ses vœux se trouve au cœur des préoccupations de l'un des fondateurs de l'économie écologique et ancien économiste en chef de la Banque mondiale : Herman Daly. Formé par l'économiste hétérodoxe Nicholas Georgescu-Roegen, autre inspirateur essentiel de la décroissance, Daly a consacré une bonne partie de ses travaux à faire la critique des théories économiques dominantes, auxquelles il reproche de ne pas tenir compte des contraintes biophysiques qui pèsent sur toutes les activités de production. Mais contrairement à son maître Georgescu-Roegen pour qui la décroissance était la seule manière de sauver l'espèce humaine, il promeut une économie stationnaire, reposant sur des flux de

matière et d'énergie (le *throughput*) n'excédant pas les capacités de régénération et d'absorption de la planète².

L'œuvre de Daly a beaucoup influencé ce que l'on pourrait appeler la branche anglo-américaine de la décroissance, dont les principaux représentants sont Peter Victor au Canada, Tim Jackson en Grande-Bretagne, ainsi que James Gustave Speth et Richard Heinberg aux États-Unis, entre autres. Ces chercheurs ne s'attaquent généralement pas de manière explicite et directe au capitalisme dans leurs analyses des ressorts de la croissance économique, ce que peuvent leur reprocher parfois leurs homologues d'Europe continentale – les vieux débats du Siècle des Lumières ne sont pas clos ! Néanmoins, leurs recherches d'ordre plutôt technique et scientifique débouchent sur une critique sans appel de tous les discours croissancistes, par exemple, lorsqu'elles mettent en évidence l'incapacité des énergies renouvelables de soutenir le modèle économique industriel actuel.

Du côté socialiste, on trouve également quelques précurseurs et fondateurs de la décroissance, qui eux aussi font figure de penseurs hétérodoxes au sein de leur tradition intellectuelle. Le premier d'entre eux est sans doute l'anglais William Morris, dont l'œuvre très originale semble faire l'objet actuellement de nombreuses redécouvertes, y compris en France. Pour Morris, ce n'est pas seulement la domination du capital sur le travail qui fait problème dans la société occidentale du XIX^e siècle, mais c'est aussi l'industrialisation du monde elle-même. Une telle critique reste centrale aujourd'hui dans la mouvance décroissanciste. On la retrouve chez certains critiques de la technique, tels que Gunther Anders, Jacques Ellul, Bernard Charbonneau ou Ivan Illich, autant de penseurs de la seconde moitié du XX^e siècle qui sont considérés aujourd'hui comme des fondateurs de la décroissance. Mais elle est constitutive aussi d'un autre courant de pensée central au sein de la mouvance décroissanciste : la critique du développement. Outre Serge Latouche et Gilbert Rist, qui nous font l'honneur de participer à ce numéro, cette critique essentielle a été formulée en particulier par François Partant, Wolfgang Sachs et à nouveau Ivan Illich, à partir des années 1960. Elle consiste à dénoncer « l'aide au développement » lancée par Truman et ses alliés en 1949 pour son caractère non seulement injuste, mais également destructeur et aliénant. Il s'agit de refuser d'un même geste un discours pseudogénéreux à l'égard d'une grande partie du monde qualifiée désormais de « sous-développée » et des pratiques effectives visant à entretenir ces mêmes pays dans un état de dépendance à l'égard du « monde développé ».

Parmi les inspirateurs socialistes de la décroissance, on trouve par ailleurs deux critiques importants du marxisme des années 1960 et 1970 : Cornelius Castoriadis et André Gorz. Les objecteurs et les objectrices de croissance doivent au premier, entre autres, deux idées capitales de leur mouvement : l'appel à une « décolonisation de notre imaginaire » et la valorisation de l'autonomie collective.

2 Herman Daly, « The economic growth debate », *Journal of Environmental Economics and Management*, n° 14, 1987, p. 323.

Au second, ils doivent d'avoir formulé de manière particulièrement rigoureuse et éclairante les trois critiques constitutives de l'idéologie de la décroissance. Dès son livre *Écologie et politique*³ (1975), Gorz dénonçait en effet le caractère à la fois destructeur, injuste et aliénant de la quête de croissance caractéristique du capitalisme. Appelant à « rompre le lien entre plus et mieux », il faisait la promotion d'une abondance frugale, qui n'avait rien à voir, il faut le souligner, avec l'austérité capitaliste qu'on nous impose aujourd'hui au nom de l'équilibre budgétaire et que l'on tentera de nous imposer sans doute demain au nom de la « préservation de l'environnement ». Pour Gorz, la décroissance – un mot qu'il est d'ailleurs un des premiers à avoir utilisé dans un sens positif – était un projet de transformation économique et sociale radicale, privilégiant l'égalité, l'autonomie, la diversité culturelle et la convivialité comme les fondements d'une vie bonne. C'est dans cette tradition de pensée anticapitaliste et antiproductiviste que nous nous situons.

Cette trop brève généalogie suffit toutefois à donner un aperçu de la diversité des courants de pensée qui nourrissent la critique décroissanciste. Ceci permet de comprendre pourquoi, dans une même réunion d'objecteurs de croissance, se côtoient des militantes et des militants vivant en marge de la société et des professeurEs d'université, des philosophes et des ingénieurEs, des anarchistes et des néomarxistes, des écologistes radicaux et des altermondialistes, des anticapitalistes et des antimodernistes. C'est sans doute à la fois la force et la faiblesse de cette mouvance. C'est en tout cas ce qui fait une bonne part de son originalité. Considérée en elle-même, aucune des idées fondatrices de la décroissance n'est originale : ni la critique écologique, ni la critique sociale, ni la critique philosophique dénonçant le caractère déshumanisant de notre monde. C'est leur combinaison qui est originale et qui confère à la décroissance sa spécificité dans le débat public.

Quel avenir pour la décroissance ?

Depuis qu'elles ont connu un regain d'intérêt il y a un peu plus de dix ans, ces idées ont suscité de riches débats et réflexions, la création de mouvements politiques et le lancement de diverses expérimentations collectives.

En France, par exemple, qui reste l'un des foyers les plus vivants du mouvement, outre la parution de nombreux ouvrages, on a vu paraître à partir de 2004 le mensuel *La Décroissance*, qui a atteint un tirage de 45 000 exemplaires en 2010, et en 2006, la revue *Entropia*, dédiée à l'étude théorique et politique de la décroissance. Par ailleurs, le Parti pour la décroissance (PPLD) voit le jour en 2005 et, même si l'opération divise le mouvement, récolte ses premiers suffrages aux élections législatives de 2007 et surtout aux élections européennes de 2009. En même temps, l'idée de décroissance est devenue objet de recherches académiques. Une première conférence internationale est ainsi organisée à Paris

3 André Gorz/Michel Bosquet, *Écologie et politique*, Paris, Galilée, 1975.

en avril 2008, à l'initiative entre autres d'une ONG dédiée à la diffusion de l'idée de décroissance : *Research & Degrowth*. Depuis, Barcelone, Montréal, Venise et Leipzig ont accueilli des conférences du même genre qui n'ont fait que croître en nombre de participantes et de participants ! On peut d'ailleurs lire dans ce numéro un compte rendu de la conférence de Leipzig. Ajoutons que, sur le plan académique, c'est sans doute l'université de Barcelone qui, autour de Joan Martinez-Alier⁴ et de jeunes chercheurs tels que Federico Demaria ou Giorgos Kallis, constitue actuellement l'un des lieux les plus actifs en matière d'enseignement et de recherche sur la décroissance.

En ce qui concerne le Québec, un petit groupe de réflexion, dont faisait partie entre autres Serge Mongeau, promoteur de la simplicité volontaire, a lancé au printemps 2007 un manifeste qui a suscité la création, la même année, du Mouvement québécois pour une décroissance conviviale (MQDC). Celui-ci s'est donné pour mission de « provoquer dans la population du Québec la prise de conscience de l'impossibilité de poursuivre la croissance économique » et de « travailler à la mise en place d'une société équitable, autonome, solidaire et frugale ». Outre des séances de formation et d'information et des actions de sensibilisation (critique de la F1, notamment), le mouvement a publié entre 2009 et 2012, à raison de quatre numéros par an, un journal intitulé *L'Objecteur de croissance*. Il a participé également à l'organisation de deux conférences académiques sur la décroissance, dont l'une a donné lieu à la publication de l'ouvrage *Décroissance versus développement durable* (Écosociété, 2011).

On peut affirmer aujourd'hui que la « décroissance soutenable » a cessé d'être ce slogan provocateur (dixit Serge Latouche) qu'elle avait tendance à être il y a encore dix ans. L'idée a fait son chemin dans bien des milieux et des esprits – elle est même enseignée à HEC Montréal par l'un d'entre nous ! Cela dit, force est d'admettre qu'elle n'a pas suscité encore de véritable mouvement social en Occident. Elle ne parvient que de façon marginale à rallier les organisations qui luttent contre l'un ou l'autre des effets pervers de la quête de croissance économique (partis de gauche, mouvements écologistes, organisations syndicales, mouvement féministe, défense des autochtones, etc.). Bien souvent, elle reste une idée d'intellectuels à laquelle celles et ceux qui ne sont pas friands de réflexion théorique peinent à s'identifier. Pourquoi ne parvient-elle pas à s'imposer comme la bannière rassembleuse qu'elle prétend pouvoir être ? À quelles conditions pourrait-elle jouer effectivement ce rôle ? Ou bien doit-elle se résoudre à n'être qu'un courant de pensée susceptible au mieux d'influencer les mouvements engagés dans la transformation de nos sociétés ?

Telles sont quelques-unes des questions que soulève aujourd'hui cette idéologie. L'un des objectifs de ce numéro des *Nouveaux Cahiers du socialisme* est de contribuer à y répondre. Pour ce faire, nous avons lancé un appel de textes visant, d'une part, à faire le point sur les apports et les limites de la mouvance

4 Voir en particulier en français : Joan Martinez-Alier, *L'écologisme des pauvres*, Paris, Les petits matins, 2014.

décroissanciste au regard de la lutte anticapitaliste et, d'autre part, à clarifier son positionnement par rapport au socialisme. Les questions suivantes ont été soumises aux auteurEs potentiels : refuser la croissance, n'est-ce pas lutter contre la possibilité d'un retour au plein emploi, donc contre les intérêts des travailleurs et des travailleuses ? À force de se soucier des générations futures, ne risque-t-on pas de se détourner des injustices que subissent certaines fractions des générations actuelles ? Par ailleurs, la critique de la consommation qui est au cœur du discours « décroissanciste » n'est-elle pas avant tout une manière d'apprendre au « peuple » à faire de nécessité vertu, notamment dans les pays du Sud ? Alors que les économies nationales du Nord semblent engagées dans une stagnation durable, la décroissance est-elle autre chose qu'une morale justifiant les politiques d'austérité imposées par les dominants ? Plus globalement, la décroissance est-elle ou non une idéologie « progressiste » ?

En ce qui concerne la stratégie « décroissanciste », nous avons formulé les questions qui suivent : à quelles conditions la rupture à l'égard du croissancisme est-elle possible ? Suffit-il de « décoloniser nos imaginaires » comme tendent parfois à le penser certains objecteurs de croissance ? Si oui, de quelle manière ? Faut-il attendre que se produisent les catastrophes annoncées pour qu'enfin le caractère insoutenable de notre civilisation soit reconnu par le plus grand nombre ? Les principes démocratiques peuvent-ils permettre d'initier et d'accompagner la transition ? La contrainte, la force seront-elles nécessaires et si oui, dans quelle mesure et de quelle façon ? Le changement peut-il reposer sur la seule base d'initiatives locales ou l'institution étatique a-t-elle un rôle positif à jouer sur ce plan ? Doit-on s'engager dans le cadre des institutions politiques existantes ? Faut-il ou non créer des « partis pour la décroissance », comme cela a été fait dans plusieurs pays européens ?

Au total, parmi les réponses reçues, dix-huit textes ont été retenus et répartis en trois sections. Dans la première sont rassemblées six contributions qui, pour l'essentiel, répondent à la question « Qu'est-ce que la décroissance ? » À l'exception notable du texte de Joan Martinez-Alier qui aborde la question délicate de la décroissance démographique, l'inspiration des autres textes est essentiellement celle de la décroissance « à la française ». Sont en cause ici nos affinités intellectuelles, mais aussi des contraintes de temps et d'argent ! Idéalement, nous aurions aimé pouvoir offrir au lecteur et à la lectrice un aperçu de la décroissance « à la sauce » anglo-américaine, ainsi qu'une présentation de la notion de *buen vivir* inspiré de certaines cultures autochtones d'Amérique latine, qui entretient de nombreuses affinités avec l'idéologie de la décroissance⁵. Il est important en effet de réaliser que la critique de la croissance n'est pas

5 À défaut, nous invitons le lecteur et la lectrice à lire en anglais le livre de Peter Victor, *Managing without Growth. Slower by Design not by Disaster* (Cheltenham, Edward Elgar, 2008) et cette entrevue avec le chercheur bolivien Gustavo Soto Santiesteban sur le thème du *buen vivir* et des communs : <<http://wealthofthecommons.org/essay/el-buen-vivir-and-commons-conversation-between-gustavo-soto-santiesteban-and-silke-helfrich>>.

cantonnée dans le Nord global. Cela dit, les textes que nous publions dans cette première section sont rédigés par des auteurEs impliqués au cœur de la mouvance décroissanciste depuis des années. Ils permettent de se faire une idée précise de l'état actuel de la réflexion sur le sujet.

Dans la seconde section, nous avons rassemblé six textes également, qui ont cette fois en commun de développer un certain nombre de critiques à l'égard de la décroissance. Mais il s'agit de critiques amies, formulées par des auteurEs qui rejoignent généralement les idéaux défendus par les objecteurs de croissance. Les reproches qui sont adressés ici à la décroissance soutenable portent sur certaines de ses ambiguïtés (par exemple : s'agit-il d'un mouvement vraiment révolutionnaire, se demande Solé) ou sur ce qui pourrait apparaître comme des manques (par exemple: la décroissance devrait se poser la question de la planification démocratique, insiste Tremblay-Pepin). Pour quiconque se préoccupe de l'avenir de cette idéologie, ces critiques sont précieuses dans la mesure où elles nous mettent sans doute sur la piste de certaines des raisons pour lesquelles la décroissance, après avoir suscité de très vifs intérêts dans différents milieux militants, ne parvient pas à rallier davantage de monde.

La troisième section de notre dossier contient six textes également, qui abordent les formes que peut prendre la décroissance quand il s'agit de la mettre en œuvre. Dans le cas du texte de Claude Llena sur la Chine, on en est certes encore assez loin puisqu'il n'y est question que d'un début de prise de conscience du caractère destructeur de la croissance. Mais le ver de la critique écologique est peut-être désormais bien installé dans le fruit de la société industrielle chinoise... En ce qui concerne le Nord global, la route reste longue aussi pour la mise sur pied de sociétés post-croissance. Elle passe par des expérimentations collectives (villes en transition, écocommunautés, etc.) et par la poursuite d'un travail de réflexion et de débat sur les stratégies à adopter (conférence de Leipzig), mais aussi par une remise en question fondamentale de l'agriculture industrielle (de Koninck) ainsi que de l'institution scolaire (Roure et Philippe) qui, dans les conditions du capitalisme néolibéral actuel, s'éloigne toujours plus de l'instrument d'émancipation que nous souhaiterions qu'elle soit.